

Art. 7. A l'article 62^{ter} du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 10 décembre 2002 et modifié par l'arrêté royal du 18 juillet 2005, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 2 est remplacé comme suit :

« Pour l'année 2007, les dotations fixées en application de l'article 6; pour l'ensemble des employeurs qui relèvent d'une sous-commission paritaire de la commission paritaire 329, sont réparties comme suit :

52,47 % pour le fonds Maribel social du secteur socioculturel de la Communauté flamande, 45,93 % pour le Fonds Maribel social du secteur socioculturel de la Communauté française et germanophone et de la Région wallonne et 1,60 % pour le fonds Maribel social des organisations socioculturelles fédérales et bicommunautaires. »

2° l'alinéa 3 est remplacé comme suit :

« Pour l'année 2008, la dotation du fonds Maribel social du secteur socioculturel de la Communauté flamande est calculée sur base du nombre de travailleurs ouvrant le droit déclarés dans la sous-commission paritaire 329.01 au cours de l'année 2006 multiplié par 354,92 euro. »

3° Il est inséré un alinéa 4, rédigé comme suit :

« Pour ce qui concerne le Fonds Maribel social du secteur socioculturel de la Communauté française et germanophone et de la Région wallonne, le montant de la dotation 2007 ne peut pas être inférieur au montant de la dotation 2006 compte tenu des transferts d'employeurs de la sous-commission paritaire 329.03.

A partir de l'année 2008, la dotation ne peut pas être inférieure à la dotation de l'année précédente jusqu'à l'année où cette dotation ne dépasse plus le résultat de la multiplication du nombre de travailleurs ouvrant le droit dans la sous-commission paritaire 329.02 par 354,92 euro. »

Art. 8. A l'article 62^{quinquies} du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 18 juillet 2005 et modifié par l'arrêté royal du 1^{er} septembre 2006, le mot « provisoire » est supprimé deux fois.

Art. 9 Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2007, à l'exception de l'article 5 qui entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* et de l'article 6 qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2008.

Art. 10 Notre Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique et Notre Ministre de l'Emploi sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 28 février 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Emploi,

P. VANVELTHOVEN

**SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE**

F. 2007 — 1067

[C — 2007/22131]

25 FEVRIER 2007. — Arrêté royal relatif aux droits des victimes atteintes d'affections dorsales résultant d'une exposition à des vibrations mécaniques

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté a pour objet l'exécution de l'article 36 des lois relatives à la prévention des maladies professionnelles et à la réparation des dommages résultant de celles-ci, coordonnées le 3 juin 1970, qui :

— d'une part, établit le principe général suivant lequel lorsqu'une maladie professionnelle est supprimée de la liste des maladies professionnelles ou lorsque sur cette liste le libellé d'une maladie est modifié, la victime de cette maladie conserve ses droits à la réparation. Dans ces droits sont compris l'aggravation de l'incapacité permanente et l'indemnisation éventuelle du décès en faveur de ses ayants droit;

Art. 7. In Artikel 62^{ter} van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 10 december 2002 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 juli 2005, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

« Voor het jaar 2007 worden de dotaties zoals vastgesteld in toepassing van artikel 6 gezamenlijk voor de werkgevers die vallen onder een paritair subcomité van paritair comité 329 verdeeld als volgt :

52,47 % voor het sectorale fonds Sociale Maribel van de sociaal-culturele sector van de Vlaamse Gemeenschap, 45,93 % voor het « Fonds social Maribel Social du secteur socioculturel des Communautés française et germanophone », en 1,60 % voor het fonds sociale maribel voor de federale en bicommunautaire socio-culturele organisaties. »

2° het derde lid wordt vervangen als volgt :

« Voor het jaar 2008 wordt de dotatie voor het sectorale fonds Sociale Maribel van de sociaal-culturele sector van de Vlaamse Gemeenschap berekend op het aantal rechtopenende werknemers aangegeven onder het paritaire subcomité 329.01 in het jaar 2006 vermenigvuldigd met 354,92 euro. »

3° een vierde lid wordt toegevoegd, luidend als volgt :

« Wat betreft het « Fonds Maribel Social du secteur socioculturel de la Communauté française et germanophone et de la Région wallonne », kan het bedrag van de dotatie 2007 niet lager zijn dan het bedrag van de dotatie 2006 rekening houdend met de transferts van werkgevers vanuit het paritaire subcomité 329.03.

Vanaf het jaar 2008 kan de dotatie niet lager zijn dan de dotatie van het jaar voordien tot in het jaar waarin deze dotatie niet langer groter is dan het resultaat van de vermenigvuldiging van het aantal rechtopenende werknemers onder het paritaire subcomité 329.02 met 354,92 euro. »

Art. 8. In artikel 62^{quinquies} van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 18 juli 2005 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 september 2006, wordt het woord « voorlopige » tweemaal geschrapt.

Art. 9. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2007, uitgezonderd artikel 5 dat in werking treedt de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt en artikel 6, dat in werking treedt op 1 januari 2008.

Art. 10. Onze Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid en Onze Minister van Werk zijn, ieder wat hem betreft belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 28 februari 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,

R. DEMOTTE

De Minister van Werk,

P. VANVELTHOVEN

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID**

N. 2007 — 1067

[C — 2007/22131]

25 FEBRUARI 2007. — Koninklijk besluit betreffende de rechten van de getroffen en aangetast door rugaandoeningen te wijten aan de blootstelling aan mechanische trillingen

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Wij hebben de eer aan Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen, het ontwerp van koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 36 van de wetten betreffende de preventie van beroepsziekten en de vergoeding van de schade die uit die ziekten voortvloeit, gecoördineerd op 3 juni 1970. Dit artikel bepaalt :

— enerzijds het algemene principe dat wanneer een beroepsziekte uit de beroepsziektelijst wordt geschrapt of wanneer de benaming van een ziekte in deze lijst wordt gewijzigd, de door deze ziekte getroffen persoon zijn recht op schadeloosstelling behoudt. Dit recht omvat eveneens de verergering van de blijvende arbeidsongeschiktheid en de eventuele vergoeding bij overlijden, ten gunste van de rechthebbenden;

— d'autre part, donne le pouvoir au Roi de déroger à ce principe en Lui octroyant la possibilité de décider que l'aggravation de l'incapacité permanente et le décès résultant d'une maladie professionnelle dont l'inscription sur la liste a été modifiée ou supprimée ne donnerait pas lieu à l'octroi d'une indemnisation.

La solution de prévoir la possibilité dans les lois coordonnées qu'un arrêté royal détermine quelles modalités d'indemnisation doivent être établies en cas de disparition (ou de modification) d'une maladie de la liste des maladies professionnelles est justifiée par le fait que ne rien prévoir créerait une inéquité entre ceux qui bénéficient d'une indemnisation au nom d'une maladie qui auparavant figurait sur la liste des maladies professionnelles et ceux qui, atteints de la même affection, ne peuvent plus prétendre à aucun droit s'ils en font la demande parce que ladite maladie n'est plus inscrite sur la liste des maladies professionnelles.

En effet, si tout le monde peut admettre que, lorsqu'il y a un changement de réglementation, une différence peut être établie entre différentes catégories de personnes et que ceux qui, sous l'empire des anciennes dispositions, ont eu une indemnisation doivent la conserver, tout le monde doit aussi admettre que cette indemnisation ne peut plus être augmentée lorsque la maladie dont ils sont atteints ne figure plus sur la liste. Ne pas l'admettre, créerait une différence encore plus grande entre les victimes d'avant et d'après la suppression de la maladie de la liste des maladies professionnelles.

Le présent arrêté a donc pour objet de rétablir l'équité tant que faire se peut, en matière d'affections dorsales imputées à une exposition à des vibrations mécaniques, parce qu'au fil du temps la médecine a dû constater que celles-ci ne peuvent, comme telles, faire l'objet d'une indemnisation en tant que « maladie professionnelle ». Il consacre aussi la pratique actuelle du Fonds qui vise à respecter ce principe d'équité dans les cas concrets.

En 1974 un arrêté royal du 10 juillet 1973 avait inscrit les maladies ostéo-articulaires provoquées par des vibrations mécaniques sur la liste des maladies professionnelles sous le code 1.605.01. Ce code visait tant les membres supérieurs que les affections dorsales (c.à.d. de la colonne lombaire).

Mais ces affections dorsales sont apparues tellement non-spécifiques (non liées à une cause déterminée) et tellement fréquentes dans la population en général, qu'il n'était pas possible de distinguer les affections spontanées de celles qui étaient provoquées par le travail. C'est la raison pour laquelle en 2002, par arrêté royal du 2 août 2002, le Roi a modifié le code 1.605.01 en 1.605.11 et 1.605.12 pour ne plus considérer comme « maladie professionnelle » que :

— les affections ostéo-articulaires des membres supérieurs provoquées par des vibrations mécaniques, et

— les affections de la colonne lombaire associées à des lésions dégénératives précoces provoquées par des vibrations mécaniques transmises au corps par le siège.

Force a été de constater au cours du temps que cette modification ne rencontrait pas encore la réalité car le Fonds des maladies professionnelles indemnisait comme « maladie professionnelle » l'arthrose de la colonne lombaire qui n'est pas une maladie à proprement parler mais un processus de vieillissement qui peut se produire chez chacun.

Du point de vue médical on s'est donc rendu compte qu'un lien causal ne peut être établi que pour le syndrome radiculaire résultant d'une hernie discale ou d'une arthrose précoce provoquées par un travail exposant à des vibrations mécaniques ou au port de charges lourdes (sous certaines conditions spécifiques).

Le Roi, a donc, en 2004, par arrêté du 27 décembre 2004, adapté la liste des maladies professionnelles en ce sens. Les codes 1.605.11 et 1.605.12 ont été supprimés et deux codes ont été ajoutés, le code 1.605.01 pour les affections ostéo-articulaires des membres supérieurs dues à des vibrations mécaniques et le code 1.605.03 pour des affections dorsales bien spécifiques, liées soit au port de charges lourdes soit aux vibrations mécaniques, qui, sous certaines conditions, peuvent être considérées comme des maladies professionnelles.

— anderzijds wordt aan de Koning de bevoegdheid verleend om van dit principe af te wijken en Hem de mogelijkheid te bieden om te beslissen dat de verergering van de blijvende ongeschiktheid en het overlijden ingevolge een beroepsziekte waarvan de inschrijving op de lijst werd gewijzigd of geschrapt, geen aanleiding meer zou geven tot de toekenning van een vergoeding.

De oplossing om in de gecoördineerde wetten de mogelijkheid te creëren dat een koninklijk besluit de vergoedingsmodaliteiten bepaalt wanneer een ziekte uit de lijst verdwijnt (of wordt gewijzigd), wordt gerechtvaardigd door het feit dat wanneer er niets zou worden bepaald, een grove onbillijkheid zou ontstaan tussen personen die een vergoeding ontvangen voor een ziekte die vroeger in de lijst stond en personen die, aangetast door dezelfde aandoening, geen aanspraak meer kunnen maken op enig recht, als ze er om vragen, wegens het feit dat de aandoening in kwestie niet meer in de lijst van beroepsziekten is ingeschreven.

Inderdaad, indien algemeen wordt aangenomen dat bij een wijziging van de reglementering er een verschil kan ontstaan tussen verschillende categorieën van personen en dat degenen die, krachtens de vroegere bepalingen, een vergoeding hebben verkregen die ook moeten behouden, kan eveneens worden aanvaard dat deze vergoeding niet meer kan worden verhoogd als de ziekte waardoor zij zijn aangetast niet meer in de lijst staat. Door deze situatie verder te dulden, zou er nog een groter verschil ontstaan tussen de getroffen en van voor en na het schrappen van de ziekte uit de beroepsziektelijst.

Onderhavig koninklijk besluit beoogt dus het zo goed mogelijk herstel van de billijkheid inzake rugaandoeningen te wijten aan de blootstelling aan mechanische trillingen, gelet op het feit dat in de loop der tijden de geneeskunde heeft moeten vaststellen dat deze aandoeningen als dusdanig niet als « vergoedbare beroepsziekte » in aanmerking kunnen worden genomen. Het bevestigt tevens de huidige praktijk van het Fonds dat de naleving van dit billijkheidsprincipe in de concrete gevallen beoogt.

In 1974 werden bij koninklijk besluit van 10 juli 1973 de been- en gewrichtsaandoeningen veroorzaakt door vibrerende instrumenten in de beroepsziektelijst ingeschreven onder de code 1.605.01. Deze code omvatte de aandoeningen van zowel de bovenste ledematen als van de rug (met name de lendenwervelzuil).

De aandoeningen van de lendenwervelzuil zijn echter zo specifiek (dus niet aan een bepaalde oorzaak gebonden) en dermate frequent bij de algemene bevolking, dat het niet mogelijk is een onderscheid te maken tussen de spontane aandoeningen en de ziekten die te wijten zijn aan het werk. Om die reden heeft de Koning in 2002, bij koninklijk besluit van 2 augustus 2002, de code 1.605.01 omgezet in de codes 1.605.11 en 1.605.12 waarbij enkel nog als « beroepsziekte » wordt beschouwd :

— de been- en gewrichtsaandoeningen van de bovenste ledematen veroorzaakt door mechanische trillingen, en

— de aandoeningen van de lendenwervelzuil met voortijdig optredende degeneratieve afwijkingen veroorzaakt door mechanische trillingen die via het zitvlak op het lichaam worden overgedragen.

Na verloop van tijd werd vastgesteld dat deze wijziging nog steeds niet aan de realiteit beantwoordde, vermits het Fonds voor de Beroepsziekten nog steeds de artrose van de lendenwervelzuil als « beroepsziekte » schadeloos stelde, terwijl dit geen echte ziekte is, maar veeleer een verouderingsproces waarmee iedereen kan worden geconfronteerd.

Op medisch gebied is men dus tot het besef gekomen dat een oorzakelijk verband enkel kan worden aangetoond voor het radicaal syndroom als gevolg van een discushernia of een beroepsmatige voortijdige artrose, veroorzaakt door mechanische trillingen of door het tillen van zware lasten (onder bepaalde voorwaarden).

Bijgevolg heeft de Koning in 2004, bij besluit van 27 december 2004, de lijst der erkende beroepsziekten in die zin aangepast. De codes 1.605.11 en 1.605.12 werden geschrapt en twee codes werden toegevoegd : 1.605.01 voor been- en gewrichtsaandoeningen van de bovenste ledematen veroorzaakt door mechanische trillingen en 1.605.03 voor specifieke rugaandoeningen veroorzaakt door het tillen van zware lasten of door mechanische trillingen, die onder bepaalde voorwaarden als beroepsziekten kunnen worden beschouwd.

Cet arrêté a donc pour but de régler la situation des personnes qui, souffrant d'affections lombaires, furent considérées comme atteintes d'une maladie qualifiée, sous l'empire de la réglementation antérieure, de maladie professionnelle, et indemnisées à ce titre par le Fonds des maladies professionnelles, pour les dommages qu'elles ont subi et subissent encore en raison de cette maladie.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,
Le Ministre des Affaires sociales,
R. DEMOTTE
Le Ministre de l'Emploi,
P. VANVELTHOVEN

25 FEVRIER 2007. — Arrêté royal relatif aux droits des victimes atteintes d'affections dorsales résultant d'une exposition à des vibrations mécaniques.

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois relatives à la prévention des maladies professionnelles et à la réparation des dommages résultant de celles-ci, coordonnées le 28 mars 1969 dressant la liste des maladies professionnelles donnant lieu à réparation, jusqu'à ce qu'il en soit retiré à la date du 17 novembre 2002 par l'arrêté royal du 2 août 2002 portant modification de l'arrêté royal du 28 mars 1969 dressant la liste des maladies professionnelles donnant lieu à réparation et fixant les critères auxquels doit répondre l'exposition au risque professionnel pour certaines d'entre elles, ne peut être revue en cas d'aggravation que si l'affection et l'exposition au risque prises en compte pour cette indemnisation correspondent à la maladie visée par le numéro de code 1.605.03 inscrit sur ladite liste depuis le 19 février 2005 par l'arrêté royal du 27 décembre 2004 portant modification de l'arrêté royal du 28 mars 1969 dressant la liste des maladies professionnelles donnant lieu à réparation et fixant les critères auxquels doit répondre l'exposition au risque professionnel pour certaines d'entre elles.

Vu l'avis du Comité de gestion du Fonds des maladies professionnelles du 12 juillet 2006;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 16 août 2006;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 12 octobre 2006;

Vu l'avis 41.736/1 du Conseil d'Etat, donné le 14 décembre 2006, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de Notre Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'indemnisation accordée pour affections dorsales sur base du numéro de code 1.605.01 qui a figuré sur la liste des maladies professionnelles donnant lieu à réparation prévue par l'arrêté royal du 28 mars 1969 dressant la liste des maladies professionnelles donnant lieu à réparation, jusqu'à ce qu'il en soit retiré à la date du 17 novembre 2002 par l'arrêté royal du 2 août 2002 portant modification de l'arrêté royal du 28 mars 1969 dressant la liste des maladies professionnelles donnant lieu à réparation et fixant les critères auxquels doit répondre l'exposition au risque professionnel pour certaines d'entre elles, ne peut être revue en cas d'aggravation que si l'affection et l'exposition au risque prises en compte pour cette indemnisation correspondent à la maladie visée par le numéro de code 1.605.03 inscrit sur ladite liste depuis le 19 février 2005 par l'arrêté royal du 27 décembre 2004 portant modification de l'arrêté royal du 28 mars 1969 dressant la liste des maladies professionnelles donnant lieu à réparation et fixant les critères auxquels doit répondre l'exposition au risque professionnel pour certaines d'entre elles.

Art. 2. L'indemnisation accordée pour affections dorsales sur base du numéro de code 1.605.12, qui a été inscrit par l'arrêté royal précité du 2 août 2002 sur la liste des maladies professionnelles donnant lieu à réparation, prévue par l'arrêté royal du 28 mars 1969, et en a été retiré à partir du 19 février 2005 par l'arrêté royal précité du 27 décembre 2004, ne peut être revue en cas d'aggravation que si l'affection et l'exposition au risque prises en compte pour cette indemnisation, correspondent à la maladie visée par le numéro de code 1.605.03 inscrit sur ladite liste depuis le 19 février 2005 par l'arrêté royal du 27 décembre 2004.

Dit besluit beoogt dus de situatie te regelen van personen wier aandoening van de lendenwervelzuil krachtens de vroegere reglementering als een vergoedbare beroepsziekte werd beschouwd en die bijgevolg door het Fonds voor de beroepsziekten worden vergoed voor de schade die zij wegens deze ziekte hebben geleden en nog steeds lijden.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
Van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaren,
De Minister van Sociale Zaken,
R. DEMOTTE
De Minister van Werk,
P. VANVELTHOVEN

25 FEBRUARI 2007. — Koninklijk besluit betreffende de rechten van de getroffen en aangetast door rugaandoeningen te wijten aan de blootstelling aan mechanische trillingen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wetten betreffende de preventie van beroepsziekten en de vergoeding van de schade die uit die ziekten voortvloeit, gecoördineerd op 3 juni 1970, inzonderheid op artikel 36, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 133 van 30 december 1982 en de wet van 13 juli 2006;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van het Fonds voor de beroepsziekten van 12 juli 2006;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 16 augustus 2006;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van 12 oktober 2006;

Gelet op advies 41.736/1 van de Raad van State, gegeven op 14 december 2006, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De vergoeding toegekend voor rugaandoeningen op basis van het codenummer 1.605.01 dat werd vermeld op de lijst van de beroepsziekten die aanleiding geven tot schadeloosstelling, voorzien bij koninklijk besluit van 28 maart 1969 houdende vaststelling van de lijst van beroepsziekten die aanleiding geven tot schadeloosstelling, tot het werd geschrapt op datum van 17 november 2002 bij koninklijk besluit van 2 augustus 2002 tot wijziging van het koninklijk besluit van 28 maart 1969 houdende vaststelling van de lijst van beroepsziekten die aanleiding geven tot schadeloosstelling en tot vaststelling van de criteria waaraan de blootstelling aan het beroepsrisico voor sommige van deze ziekten moet voldoen, kan bij verergering slechts worden herzien indien de aandoening en de blootstelling aan het risico die voor deze vergoeding in aanmerking komen, overeenstemmen met de ziekte bedoeld onder het codenummer 1.605.03, sinds 19 februari 2005 op de betreffende lijst ingeschreven bij koninklijk besluit van 27 december 2004 tot wijziging van het koninklijk besluit van 28 maart 1969 houdende vaststelling van de lijst van beroepsziekten die aanleiding geven tot schadeloosstelling en tot vaststelling van de criteria waaraan de blootstelling aan het beroepsrisico voor sommige van deze ziekten moet voldoen.

Art. 2. De vergoeding toegekend voor rugaandoeningen op basis van het codenummer 1.605.12, dat bij voornoemd koninklijk besluit van 2 augustus 2002 werd ingeschreven op de lijst van de beroepsziekten die aanleiding geven tot schadeloosstelling, voorzien bij koninklijk besluit van 28 maart 1969, en werd geschrapt vanaf 19 februari 2005 bij voornoemd koninklijk besluit van 27 december 2004, kan bij verergering slechts worden herzien indien de aandoening en de blootstelling aan het risico die voor deze vergoeding in aanmerking komen, overeenstemmen met de ziekte bedoeld onder het codenummer 1.605.03, sinds 19 februari 2005 ingeschreven op de betreffende lijst bij koninklijk besluit van 27 december 2004.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2007.

Art. 4. Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Ministre de l'Emploi sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 février 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Emploi,
P. VANVELTHOVEN

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2007.

Art. 4. Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Minister van Werk zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 februari 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
R. DEMOTTE

De Minister van Werk,
P. VANVELTHOVEN

**AGENCE FEDERALE DES MEDICAMENTS
ET DES PRODUITS DE SANTE**

F. 2007 — 1068 [C — 2007/22308]

22 FEVRIER 2007. — Arrêté ministériel fixant les délégations de pouvoir au sein de l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé

Le Ministre des Affaires sociales,

Vu la loi du 20 juillet 2006 relative à la création et au fonctionnement médicaments et des produits de santé;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services modifié en dernier lieu par la loi du 23 décembre 2005 portant des dispositions diverses;

Vu l'arrêté royal n° 46 du 10 juin 1982 relatif aux cumuls d'activités professionnelles dans certains services publics;

Vu l'arrêté royal du 12 juin 1970 relatif à la réparation en faveur des membres du personnel des organismes d'intérêt public des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail;

Vu l'arrêté royal du 5 janvier 1971 relatif à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles dans le secteur public;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1973 portant statut pécuniaire du personnel de certains organismes d'intérêt public;

Vu l'arrêté royal du 10 avril 1995 portant exécution de la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public;

Vu l'arrêté royal du 14 octobre 1996 relatif au contrôle préalable et aux délégations de pouvoir en matière de passation et d'exécution des marchés publics de travaux, de fournitures et de services et en matière d'octroi de concessions de travaux publics au niveau fédéral modifié par l'arrêté royal du 20 juillet 2000;

Vu l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'Etat;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné les 2 février 2007 et 13 février 2007,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Délégation est donnée à l'Administrateur général de l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé pour les pouvoirs repris à l'annexe au présent arrêté;

**FEDERAAL AGENTSCHAP VOOR GENEESMIDDELEN
EN GEZONDHEIDSPRODUCTEN**

N. 2007 — 1068 [C — 2007/22308]

22 FEBRUARI 2007. — Ministerieel Besluit tot vaststelling van de delegaties van bevoegdheden bij het Federaal Agentschap voor Geneesmiddelen en Gezondheidsproducten

De Minister voor Sociale Zaken,

Gelet op de wet van 20 juli 2006 houdende de oprichting van het Federaal Agentschap voor Geneesmiddelen en Gezondheidsproducten;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor de aanneming van werken, leveringen en diensten, laatst gewijzigd door de wet van 23 december 2005 houdende diverse bepalingen;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 46 van 10 juni 1982 betreffende de cumulaties van beroepsactiviteiten in sommige openbare diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 juni 1970 betreffende de schadevergoeding, ten gunste van de personeelsleden der instellingen van openbaar nut, voor arbeidsongevallen en ongevallen op de weg van het werk;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 januari 1971 betreffende de schadevergoeding voor beroepsziekten in de overheidssector;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1973 houdende de bezoldigingsregeling van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 april 1995 ter uitvoering van de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 oktober 1996 betreffende het voorafgaand toezicht en de overdracht van bevoegdheid inzake de gunning en de uitvoering van overheidsopdrachten voor de aanneming van werken, leveringen en diensten en inzake de toekenning van concessies voor openbare werken op federaal niveau, gewijzigd bij koninklijk besluit van 20 juli 2000;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verlopen en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 2 februari 2007 en 13 februari 2007.

Besluit :

Artikel 1. § 1. Delegatie wordt verleend aan de Administrateur-Generaal van het Federaal Agentschap voor Geneesmiddelen en Gezondheidsproducten met betrekking tot de in bijlage bij dit besluit vermelde bevoegdheden;